

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/NZL/1

21 novembre 1996

(96-4944)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

REPONSES AU QUESTIONNAIRE RELATIF AUX LICENCES D'IMPORTATION

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation

NOUVELLE-ZELANDE

La Mission permanente de la Nouvelle-Zélande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 octobre 1996.

Description succincte du régime

1. Il existe en Nouvelle-Zélande un seul système de permis d'importation, mis en place en 1988 pour les substances appauvrissant la couche d'ozone en exécution des obligations découlant du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Le règlement initial était appliqué en vertu de la Loi sur la réglementation des importations mais il relève actuellement de la Loi de 1996 sur la protection de la couche d'ozone.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Les substances qui appauvrissent la couche d'ozone sont réglementées conformément au Protocole de Montréal relatif à ces substances. Le système de permis d'importation a été mis en place en exécution des obligations découlant du Protocole.

Il s'agit des produits suivants:

- chlorofluorocarbone (CFC)
- hydrochlorofluorocarbone (HCFC)
- méthyle chloroforme
- tétrachlorure de carbone
- bromure de méthyle
- vaporisateurs à aérosol contenant des CFC et HCFC
- extincteurs d'incendie contenant des substances qui appauvrissent l'ozone
- certaines mousses plastiques contenant des CFC ou dont la fabrication fait appel à des CFC
- machines de nettoyage à sec qui contiennent des substances appauvrissant l'ozone ou dont l'utilisation fait appel à ces substances
- certains produits spécifiés en provenance de pays ne se conformant pas au Protocole de Montréal:
 - climatiseurs pour automobiles et camions (incorporés ou non aux véhicules)
 - réfrigérateurs

- congélateurs
- déshumidificateurs
- refroidisseurs d'eau
- distributeurs de glaçons
- climatiseurs et pompes à chaleur
- autres réfrigérateurs domestiques et commerciaux et matériel de climatisation et de pompes à chaleur
- aérosols (autres qu'aérosols médicaux)
- extincteurs d'incendie portables
- panneaux isolants et revêtements de conduites
- prépolymères (mélange réactif d'isocyanate et de polyol auquel des CFC sont ajoutés pour fabriquer de la mousse plastique rigide).

Note: Les emballages et substances recyclées ne sont pas réglementés.

3. Hormis les contrôles applicables aux pays qui ne se conforment pas au Protocole de Montréal, le règlement régit les substances et produits en provenance de toutes les sources.

4. Le système de permis a pour objet d'instituer des restrictions quantitatives en vue de protéger la couche d'ozone conformément au Protocole de Montréal. Différentes solutions ont été envisagées mais aucune ne pouvait garantir le respect des obligations quant à la réduction et/ou à la suppression des substances.

5. Le système de permis d'importation est maintenu en vertu de la Loi de 1996 sur la protection de la couche d'ozone, qui remplace la loi antérieure. Les permis sont obligatoires d'après la loi. La désignation des produits soumis au régime est fixée par la loi et ne relève pas du pouvoir discrétionnaire de l'administration. La loi ne peut pas être modifiée ou abrogée sans l'approbation du Parlement.

6. Toute les données sont accessibles au public et la loi a fait l'objet d'une large consultation avant sa mise en place. Les contingents sont annuels, cessibles et accordés en fonction de l'utilisation antérieure à 1996 (sauf pour les substances telles que les CFC qui sont désormais interdites en vertu du Protocole). Le Ministère du commerce est chargé d'administrer le régime.

7. Les permis peuvent être sollicités et délivrés avant la période pendant laquelle ils seront valables. Les demandes présentées après l'arrivée des marchandises ne bénéficient d'aucun traitement spécial et il y est donné suite compte tenu des ressources disponibles.

8. Les demandes de permis sont examinées par le Ministère du commerce et traitées par l'administration des douanes. L'importateur doit simplement s'adresser au Ministère pour obtenir un permis.

Si le requérant remplit les conditions prévues, le permis est accordé. Pour le bromure de méthyle, les permis nécessaires aux contrôles quaranténaires et avant expédition sont délivrés automatiquement. Toutes les décisions négatives doivent être signifiées par écrit au requérant, lequel est informé des raisons motivant la décision prévue. En cas de rejet d'une demande, il peut être fait appel de la décision devant la Cour suprême en vertu de l'article 44 du Règlement portant application de la Loi de 1996 sur la protection de la couche d'ozone. L'appel est formé par le biais d'une demande présentée dans les 20 jours suivant la notification de la décision contestée.

Condition requise des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Il n'y a aucune obligation d'immatriculation, ni aucun droit ou redevance pour services rendus. Les permis sont délivrés pour autant que les conditions clairement définies sont réunies. Il n'y a aucune liste d'importateurs agréés car tous les permis, sauf dans le cas du bromure de méthyle pour lequel il existe uniquement deux grossistes, sont détenus par des utilisateurs autorisés à importer. Les listes des titulaires de permis peuvent être obtenues sur demande auprès du Ministère du commerce.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. La demande doit indiquer:

- le nom et l'adresse du requérant;
- la nature et la quantité de la substance réglementée dont l'importation est envisagée;
- le volume de substances pouvant appauvrir la couche d'ozone que le requérant est en droit d'importer au cours de l'année;
- le pays fournisseur.

Un exemplaire de la formule de demande est joint au présent document.¹

11. Un permis dûment établi pour la substance concernée doit être présenté.

12. Non.

13. Non.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les permis sont valables pour une période donnée de l'année civile, sans possibilité de prolongation.

15. Si le titulaire d'un permis ne l'utilise pas ou ne le cède pas lorsqu'il n'en a plus besoin, le permis peut être annulé et attribué à un autre.

16. Les permis sont cessibles entre utilisateurs et/ou importateurs. La cession n'est soumise à aucune limitation ni condition.

17. Les permis sont subordonnés à des restrictions quantitatives et délais rigoureux.

18. Non.

19. Il n'existe pas de contrôle de change et les formalités bancaires et modes de paiement usuels sont applicables.

¹Peut être consulté au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés) (en anglais seulement).